ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par une lettre du Ministre de l'Instruction publique datée du 12 juillet 1950 et parvenue le 19 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent fixant les barèmes des traitements annuels du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé qui servent de base à la détermination des subsides de l'Etat, ainsi qu'il a été modifié par le Ministre le 3 août 1950, a donné en sa séance du 3 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer,- door brief van de Minister van Openbaar Onderwijs gedagtekend 12 Juli 195(en ingekomen 19 Juli 1950,- verzocht hem van advies te dienen ove. een ontwerp van besluit van de Regent tot vaststelling van de schalen der jaarwedden van het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen, zoals door de Minister de 3e Augustus 1950 gewijzigd, heeft ter zitting van 3 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à remplacer, avec effet rétroactif au 1er juillet 1948, l'arrêté du Régent du 20 décembre 1946 fixant les barèmes des traitements du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé, servant de base à la détermination des subsides de l'Etat, modifié par l'arrêté du 31 mai 1949.

Il vise, de plus, à modifier, pour une période remontant au 1er janvier 1946, l'article 10 de ce même arrêté.

Le projet doit, en vertu de l'article 16 de l'arrêté du Régent du 20 décembre 1946, être motivé et délibéré en Conseil des ministres. Il doit, en outre, par application de l'article 14 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 fixant les attributions du Comité du Budget, modifié par l'arrêté du Régent du 20 mars 1950, être soumis à l'avis du Comité du Budget.

L'arrêté envisagé ne pourra, dès lors, être pris qu'après qu'il aura été satisfait à ces prescriptions.

Sous réserve de ces observations, le projet donne encore lieu aux remarques ci-après :

./.....

L'article 1er devrait être complété par une disposition précisant que les traitements prévus par les barèmes annexés au projet seront établis conformément aux autres dispositions de celui-ci.

Tel que l'article 3 est rédigé, il ne permet pas de faire bénéficier le personnel de l'enseignement technique et agricole agréé des dispositions de l'arrêté du Régent du 20 novembre 1945, rendues applicables au personnel des établissements de l'enseignement technique et agricole de l'Etat par l'article 3, 2°, de l'arrêté du Régent du 7 novembre 1946.

S'il entre dans les intentions du gouvernement d'étendre le bénéfice de ces avantages au personnel visé par le projet, il conviendrait de le prévoir dans un article distinct.

Le dernier alinéa de l'article 6 constitue, par rapport à cet article, une disposition autonome qui devrait faire l'objet d'un article distinct.

Le texte de la disposition constituant le pénultième alinéa de l'article 8 serait avantageusement remplacé par un texte s'inspirant de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique, n° 612, 2e direction, 2e section, du 28 janvier 1949.

Celle-ci semble traduire de façon plus claire l'intention du gouvernement concernant le point traité.

Le dernier alinéa de l'article 8 serait mieux à sa place à la suite du deuxième alinéa.

./....

A l'article 11, on ne peut déterminer quelle est la portée du membre de phrase : "à tous traitements de référence servant de base à l'application du présent arrêté ".

Le texte ci-après tient compte des observations formulées et comporte, en outre, diverses modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

Arrêté royal fixant les barèmes des traitements annuels du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé, qui servent de base à la détermination des subsides de l'Etat.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 15 novembre 1919 portant revision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement agricole, modifiée par l'arrêté royal du 14 août 1933;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1933 organique de l'enseignement technique, industriel, commercial, professionnel et ménager , modifié par les arrêtés du Régent du 30 septembre 1946 et du 10 octobre 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 10 mars 1947 déterminant : I) les bases d'octroi et l'affectation des

./.....

subventions; II) les dispositions concernant les congés de maladies et la mise en disponibilité; III) le barème des traitements et les modalités d'application; IV) les populations scolaires minima; V) l'âge de recrutement en ce qui concerne l'enseignement technique et agricole, modifié par les arrêtés du Régent du 12 mai 1947, du 1er octobre 1948 et du 15 mai 1949;

Considérant que .....

..... (motivation)

.....

Vu l'avis du Comité du Budget, donné le .....

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Instruction publique et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les barèmes des traitements annuels du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé, servant de base à la détermination des subventions de l'Etat, sont fixés à l'annexe du présent arrêté.

Ces traitements sont établis conformément aux dispositions ci-après .

./.....

Article 2.-

Pour les agents âgés de moins de dix-huit ans, le traitement servant de base à la détermination des subventions de l'Etat est réduit de 10 p.c.

Les services, prestés antérieurement à l'âge minimum de recrutement fixé par les règlements relatifs à l'enseignement technique et agricole agréé, ne sont pas supputés pour déterminer l'ancienneté à prendre en considération pour l'octroi de la première augmentation périodique de traitement.

Article 3.-

Lors de l'agréation par l'Etat de la nomination ou de la désignation d'un agent, le traitement servant de base au calcul du subside est déterminé dans le barème afférent à sa fonction, eu égard aux services antérieurs à prendre en considération suivant les règles spéciales admises pour l'enseignement technique et agricole agréé.

Article 4.-

Les augmentations périodiques prévues à l'annexe du présent arrêté sortent, pour la détermination de la subvention de l'Etat, leur effet au premier janvier et au premier juillet qui suit l'échéance des délais fixés par les barèmes.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 3, sont supputées dans les délais pour l'octroi des augmentations les périodes pendant lesquelles l'agent bénéficie de son traitement ainsi que celles pendant lesquelles il conserve ses titres aux augmentations périodiques.

./....

Si l'échéance d'un délai visé à l'alinéa 1er est suspendue par l'existence d'une période non supputée pour l'augmentation, il est fait appel à toute période supputable en vertu de l'alinéa précédent et qui n'aurait pas été prise en considération antérieurement pour l'octroi d'augmentation dans le barème de la fonction.

Article 5.-

Le traitement des agents agréés à titre temporaire ou intérimaire est fixé au montant minimum du barème afférent à leurs fonctions.

Ces agents ne bénéficient pas d'augmentation de traitement lorsqu'ils remplacent un agent en congé de maladie ou en disponibilité.

Article 6.-

En cas de nomination à une fonction supérieure, l'intéressé obtient, dans le barème de cette fonction, le traitement immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait dans le barème de la fonction délaissée.

En cas de nomination à une fonction équivalente, l'intéressé obtient, dans le barème de cette fonction, un traitement égal à celui dont il bénéficiait dans le barème de la fonction délaissée.

A défaut de concordance, il obtient le traitement immédiatement supérieur. Dans les deux cas, le traitement nouveau lui est attribué avec prise de rang à la même date que le traitement ancien.

Le traitement d'un membre du personnel nommé à une fonction inférieure est fixé par le Ministre de l'Instruction publique selon les normes adoptées pour les agents de l'Etat se trouvant dans une situation identique.

/

Article 7.-

Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté, les délais fixés pourles barèmes sont écourtés pour les agents visés à l'article 6, premier alinéa, dans la mesure nécessaire pour qu'ils obtiennent, à tout moment, dans le barème de la fonction supérieure, le traitement immédiatement supérieur à celui dont ils eussent bénéficié à défaut de nomination à cette fonction.

Article 8.-

Les Pouvoirs et Comités organisateurs peuvent retenir mensuellement sur la rémunération de l'agent qui, du chef de ses fonctions, bénéficie d'avantages en nature à charge des dits Pouvoirs ou Comités, tels le logement, le chauffage et l'éclairage, une somme forfaitaire représentative de la valeur des avantages en nature considérés.

Cette somme est arbitrée à 10 p.c. du montant brut du traitement barémique moyen de l'intéressé en ce qui concerne le logement,et à 12,5 p.c. de ce montant si les avantages comportent le logement, le chauffage et l'éclairage.

Le traitement barémique moyen est déterminé, pour l'application de l'alinéa précédent, par la moyenne arithmétique des traitements minimum et maximum du barème afférent à la fonction.

./.....

Article 9.-

L'agent à fonctions exclusives qui débute au cours d'un mois, obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement mensuel qu'il reste de jours à courir à partir de celui du début des fonction inclusivement.

L'agent à fonctions exclusives qui cesse ses fonctions au cours d'un mois, obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement mensuel qu'il a couru de jours jusqu'à celui de la cessation inclusivement.

Toutefois, la rétribution du personnel définitif qui décède dans le courant du mois reste intégralement acquise à ses ayants droit.

Les subsides-traitements du personnel à fonctions non exclusives sont calculés sur la base du nombre de semaines d'ouverture de l'institution, et au prorata du nombre de semaines pendant lesquelles il aura effectivement exercé ses fonctions.

Article 10.-

En cas de modification du barème d'une fonction ou d'une disposition du présent arrêté, tout traitement établi, compte tenu de ce barème ou de cette disposition, est fixé à nouveau comme si le barème modifié ou la disposition modifiée avait toujours existé.

./....

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait à la date de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins légal.

Article 11.-

Le personnel visé à l'article 1er bénéficie des allocations de foyer ou de résidence dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat. Pour la détermination du droit à ces allocations, il est tenu compte du traitement fixé d'après les dispositions du présent arrêté. Ces allocations sont liquidées jusqu'à concurrence du taux du subside-traitement déterminé par les arrêtés en la matière.

Article 12.-

Les traitements déterminés d'après les dispositions du présent arrêté pour le calcul des subventions sont majorés ou réduits dans la même mesure que les traitements du personnel des administrations de l'Etat, par référence à l'index moyen des prix de détail du Royaume.

Les majorations et réductions visées à l'alinéa précédent sont également applicables aux constantes, allocations et indemnités prévues par l'annexe du présent arrêté.

./.....

Article 13.-

Le traitement de base à attribuer, à la date du 1er juillet 1948, à tout membre du personnel qui bénéficiait en juin 1948 d'un traitement résultant de l'application de l'article 9, alinéa 2, du présent arrêté, est fixé par le Ministre de l'Instruction publique en vue de la détermination des subsides-traitements.

Article 14.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 20 décembre 1946 fixant les barèmes des traitements du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé, servant de base à la détermination des subsides de l'Etat;

2° l'arrêté du Régent du 31 mai 1949 relatif aux barèmes des traitements du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé, servant de base à la détermination des subsides de l'Etat.

Article 15.-

A l'exception de l'article 9 qui sort ses effets au 1er janvier 1946, le présent arrêté sort ses effets au 1er juillet 1948.

Article 16.-

Notre Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de l'Instruction publique,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt tot vervanging, met terugwerking op 1 Juli 1948, van het besluit van de Regent van 20 December 1946 tot vaststelling van de weddeschalen voor het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen, zoals het bij besluit van 31 Mei 1949 werd gewijzigd.

Bovendien wil het, voor een periode die tot 1 Januari 1946 opklimt, wijziging brengen in artikel 10 van datzelfde besluit.

Krachtens artikel 16 van het besluit van de Regent van 20 December 1946, moet het ontwerp met redenen omkleed en in Ministerraad overlegd zijn. Voorts moet het, bij toepassing van artikel 14 van het besluit van de Regent van 15 December 1948 tot vaststelling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 Maart 1950, voor advies aan het Begrotingscomité worden voorgelegd.

Het ontworpen besluit kan dus eerst worden genomen, nadat aan die voorschriften is voldaan.

Behoudens die bedenkingen, biedt het ontwerp nog stof tot de volgende opmerkingen :

.../...

In artikel 1 is een bijkomende bepaling nodig, zeggende dat de wedden, aangegeven in de bij het ontwerp gevoegde weddeschalen, overeenkomstig de overige bepalingen van het ontwerp zullen vastgesteld worden.

De gegeven tekst van artikel 3 maakt het niet mogelijk het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs in aanmerking te doen komen voor de bepalingen van het besluit van de Regent van 20 November 1945, die bij artikel 3, 2°, van het besluit van de Regent van 7 November 1946 van toepassing werden gemaakt op het personeel van de Rijksinrichtingen voor technisch en landbouwonderwijs.

Is de regering voornemens die voordelen ook op het in dit ontwerp bedoeld personeel toepasselijk te verklaren, dan zou een afzonderlijk artikel daarin moeten voorzien.

In het bestek van artikel 6 vormt het laatste lid een zelfstandige bepaling, die het voorwerp van een afzonderlijk artikel verdient te worden.

Voor de tekst van de bepaling in het voorlaatste lid van artikel 8 kan men beter aansluiten aan het rondschrijven van de Minister van Openbaar Onderwijs, nr 612, 2e directie, 2e sectie, van 28 Januari 1949.

In dit rondschrijven lijkt de bedoeling van de regering betreffende de aangelegenheid duidelijker te zijn weergegeven.

Het laatste lid van artikel 8 zou beter na het tweede lid komen te staan.

In artikel 11 is de draagwijdte van het zindeel: "op alle referentiewedden die tot grondslag dienen bij de toepassing van dit besluit", niet te onderscheiden.

.../...

De hierna volgende tekst houdt met de gemaakte opmerkingen rekening en bevat bovendien verschillende vormwijzigingen die geen commentaar behoeven.

Koninklijk besluit tot vaststelling van de schalen der jaarwedden van het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen.

BOUDEWIJN, Prins van België,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 November 1919 houdende herziening van de wet van 4 April 1890 betreffende het landbouwonderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 Augustus 1933;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 Juli 1933 tot regeling van het technisch, nijverheids-, handels-, vak- en huishoudonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 30 September 1946 en van 10 October 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 Maart 1947 tot vaststelling, wat het technisch en landbouwonderwijs betreft: I) der grondslagen en der bestemming van de toelagen; II) der bepalingen omtrent de ziekteverloven en der terbeschikkingstelling; III) der weddeschalen en der toepassingsmodaliteiten; IV) van de minimum-schoolbevolking; V) van de minimum-aanwervingsleeftijd, zoals het gewijzigd werd bij de besluiten van de Regent van 12 Mei 1947, van 1 October 1948 en van 15 Mei 1949;

.../...

Overwegende dat ....

.... (motivering).

Gelet op het advies van het Begrotingscomité, gegeven .....;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De schalen der jaarwedden van het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen, zijn in de bijlagen van dit besluit vastgesteld.

Deze wedden worden overeenkomstig de hierna volgende bepalingen opgemaakt.

Artikel 2.-

Voor de personeelsleden van minder dan achttien jaar oud wordt de wedde, die bij de berekening van de Staatstoelagen tot grondslag dient, met 10 t.h. verminderd.

De diensten verstrekt vóór de minimum-aanwervingsleeftijd, zoals die in de reglementen op het erkend technisch en landbouwonderwijs is vastgesteld, worden niet aangerekend bij het bepalen van de anciënniteit, die in aanmerking moet komen voor het toekennen van de eerste periodieke weddeverhoging.

.../...

Artikel 3.-

Bij de erkenning door de Staat van de benoeming of de aanstelling van een personeelslid wordt de wedde, die bij het berekenen van de toelage tot grondslag dient, bepaald in de aan zijn ambt verbonden bezoldigingsschaal, met inachtneming van de vorige diensten, die in aanmerking moeten komen overeenkomstig de bijzondere voor het erkend technisch en landbouwonderwijs aangenomen regelen.

Artikel 4.-

De periodieke verhogingen vermeld in de bijlage van dit besluit hebben, ten aanzien van het bepalen der Staatstoelage, uitwerking de eerste Januari of de eerste Juli volgend op het verstrijken van de termijnen in de bezoldigingsschalen vastgesteld.

Onverminderd de in artikel 3 bedoelde bepalingen, worden in de termijnen voor de toekenning der verhogingen aangerekend, de perioden gedurende welke het personeelslid zijn wedde geniet, alsmede de perioden gedurende welke hij aanspraak op de periodieke verhogingen behoudt.

Indien het verstrijken van een in het eerste lid bedoelde termijn geschorst is door het bestaan van een niet voor de verhoging aangerekende periode, dan wordt rekening gehouden met elke periode die, krachtens het voorgaande lid, mag aangerekend worden en vroeger niet in aanmerking was genomen voor het toekennen van een verhoging in de bezoldigingsschaal van het ambt.

Artikel 5.-

De wedde van het tijdelijk of ad interim erkend personeel is vastgesteld op het minimumbedrag van de aan hun ambt verbonden bezoldigingsschaal.

.../...

Die personeelsleden komen niet in aanmerking voor weddeverhogingen, wanneer zij een personeelslid met ziekteverlof of een ter beschikking gesteld personeelslid vervangen.

Artikel 6.-

Wanneer de betrokkene tot een hoger ambt wordt benoemd, bekomt hij in de bezoldigingsschaal van dit ambt de wedde onmiddellijk boven die welke hij in zijn vorige betrekking genoot.

Wanneer de betrokkene tot een gelijkwaardig ambt wordt benoemd, bekomt hij in de bezoldigingsschaal van dit ambt een wedde gelijk aan die welke hij in zijn vorige betrekking genoot.

Is er geen overeenstemming, dan bekomt hij de onmiddellijk hogere wedde. In beide gevallen wordt hem de nieuwe wedde toegekend met ranginneming op dezelfde datum als voor de vroegere wedde.

De wedde van een personeelslid dat tot een lager ambt wordt benoemd, wordt door de Minister van Openbaar Onderwijs vastgesteld volgens de normen die aangenomen zijn voor leden van het Rijkspersoneel die in dezelfde toestand verkeren.

Artikel 7.-

In afwijking van artikel 4 van dit besluit, worden de in de bezoldigingsschalen vastgestelde termijnen, ten behoeve van de in artikel 6, eerste lid, bedoelde personeelsleden, ingekort in de mate waarin zulks nodig is, om ze te allen tijde, in de bezoldigingsschaal van het hogere ambt, in aanmerking te doen komen voor de wedde onmiddellijk boven die welke zij zouden genoten hebben waren zij niet tot dit ambt benoemd.

.../...

Artikel 8.-

Op de bezoldiging van het personeelslid dat, uit hoofde van zijn ambt, voordelen in natura ten laste van de inrichtende machten of comité's geniet, zoals huisvesting, vuur en licht, kunnen deze machten en comité's als vergoeding voor de bedoelde voordelen in natura maandelijks een forfaitaire som inhouden.

Die som wordt geraamd op 10 t.h. van het brutobedrag der gemiddelde schaalwedde van de betrokkene wat de huisvesting betreft, en op 12,5 t.h. van dat bedrag waar het gaat om huisvesting, vuur en licht.

Voor de toepassing van het voorgaande lid, wordt de gemiddelde schaalwedde bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de minimum- en de maximumwedde van de aan het ambt verbonden bezoldigingsschaal.

Artikel 9.-

Het personeelslid met uitsluitende betrekking dat in dienst treedt, bekomt voor die maand zoveel dertigsten van zijn maandwedde als er nog dagen overblijven te rekenen van de dag waarop hij in dienst treedt, die dag inbegrepen.

Het personeelslid met uitsluitende betrekking wiens ambt in de loop van een maand een einde nam, bekomt voor die maand zoveel dertigsten van zijn maandwedde als er dagen verstreken zijn tot en met de dag, waarop het ambt een einde nam.

Evenwel blijft de bezoldiging van het personeelslid in vaste dienst, dat in de loop van een maand komt te overlijden, algeheel door diens rechthebbenden verkregen.

De weddetoelagen van het personeel met niet uitsluitende betrekking worden berekend op basis van het getal weken gedurende welke de inrichting is geopend, en naar verhouding van het getal weken, gedurende welke de betrokkene zijn ambt werkelijk heeft uitgeoefend.

.../...

Artikel 10.-

Ingeval de aan een ambt verbonden bezoldigingsschaal of een bepaling van dit besluit wijziging ondergaat, wordt elke wedde, die met inachtneming van die bezoldigingsschaal of van die bepaling is vastgesteld, opnieuw bepaald alsof de gewijzigde bezoldigingsschaal of bepaling altijd had bestaan.

Is de aldus vastgestelde wedde lager dan die welke het personeelslid op de datum van het wijzigingsbesluit genoot, dan blijft hij, zolang hij geen ten minste even grote wedde bekomt, de hoogste wedde genieten.

Artikel 11.-

Het in artikel 1 bedoeld personeel geniet een haardgeld of een standplaatstoelage onder dezelfde voorwaarden als het Rijkspersoneel. Voor de vaststelling van het recht op deze vergoedingen wordt rekening gehouden met de wedde, vastgesteld volgens de bepalingen van dit besluit. Deze vergoedingen worden uitgekeerd tot een beloop van het percentage der weddetoelage, door de besluiten ten deze vastgesteld.

Artikel 12.-

De wedden,volgens de bepalingen van dit besluit voor de berekening van de toelagen vastgesteld, worden in dezelfde mate als de wedden van het personeel der Rijksbesturen verhoogd of verminderd in verhouding tot het gemiddeld indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van het Rijk.

De in het voorgaande lid bedoelde verhogingen en verminderingen gelden eveneens voor de constanten, toelagen en vergoedingen, aangegeven in de bijlage van dit besluit.

.../...

Artikel 13.-

De Minister van Openbaar Onderwijs bepaalt, met het oog op de vaststelling van de weddetoelagen, de basiswedde zoals zij op 1 Juli 1948 dient toegekend aan ieder lid van het personeel dat in Juni 1948 een wedde genoot, volgend uit de toepassing van artikel 9, tweede lid, van dit besluit.

Artikel 14.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 20 December 1946 tot vaststelling van de weddeschalen voor het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen;

2° het besluit van de Regent van 31 Mei 1949 betreffende de weddeschalen voor het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen.

Artikel 15.-

Met uitzondering van artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van 1 Januari 1946, heeft dit besluit uitwerking met ingang van 1 Juli 1948.

Artikel 16.-

Onze Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Openbaar Onderwijs,
De Minister van Financiën,

Etaient présents: Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitte
	D. DECLEIRE, J. COYETTE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. COART-FRESART, P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	K. MEES, greffier du Conseil d'Etat, griffier van de Raad van State,		greffier griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) K. MEES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre de l'Instruction publique.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Openbaar Onderwijs.

Le 1950.

De 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.